

Fondation
Charles Veillon

Timothy Garton Ash

*Lauréat du
Prix Européen de l'Essai Charles Veillon 1989*

Discours de proclamation
Pascal Veillon

Laudatio
Jacques Freymond
François Bondy

Conférence
Timothy Garton Ash



Timothy Garton Ash

DISCOURS DE PROCLAMATION

Il paraît que votre nom, cher Monsieur, est imprononçable à quiconque n'est pas né dans votre belle ville d'Oxford. Voilà qui ne facilite pas la tâche de celui qui doit vous saluer ce soir!

Eh bien, cher M. Garton Ash, je prononce votre nom, mal, certainement, mais avec beaucoup de joie, car vous êtes le 15^e lauréat du Prix Européen de l'Essai et le premier auteur britannique à le recevoir.

J'accueille et salue autour de vous Mme Garton Ash, bien sûr; M. le Syndic de la Ville de Lausanne P.-R. Martin; Mme L. Wettstein, déléguée par le Conseil d'Etat vaudois; ceux de vos amis qui vous entourent aujourd'hui, dont certains ont traversé l'Atlantique; nous sommes très honorés par la présence de participants à la Conférence européenne de la culture qui assistent à cette cérémonie, alors qu'ils ne se sont certes pas privés de discours pendant ces quatre jours! Et je remercie particulièrement Monsieur Jacques Freymond pour son accueil dans le cadre de ce si important événement; enfin je me réjouis de la présence de M. E. Lourenço, notre lauréat de l'année dernière.

Votre langue, M. Garton Ash, est peut-être imprononçable correctement, mais elle a la grande vertu d'être très largement comprise dans le monde. Grâce à cette langue véhiculaire s'il en est, nous espérons d'abord contribuer, par notre prix, à répandre vos analyses lucides et claires de ce que vit, actuellement, l'Europe.

Car vous êtes journaliste, vous informez. C'est d'ailleurs dans cette fonction que nous vous avons tout d'abord lu, il y a plusieurs années, sur de gigantesques photocopies de la New York Review. Notre jury a été très intéressé par ces articles, et en même temps, il disait « Voilà un excellent journaliste, n'est-il que journaliste? »

Pouvions-nous faire accéder des articles, les meilleurs soient-ils, au rang des œuvres que nous avons déjà primées? Nous avons donc attendu votre livre, qui a paru juste à temps cet automne. Vous êtes maintenant un essayiste! Serait-ce seulement en ayant relié dans un volume ce que vous aviez écrit sur les pages des journaux? Non. Le journaliste commente, au jour le jour, l'actualité. Tâche périlleuse et

fragile entre toutes. Le journaliste dresse des campements provisoires, exposés, pour avancer avec les hommes de son temps. L'essayiste construit, lui, une œuvre en dur.

Et voici que vos campements provisoires ont largement résisté à l'usure de ces huit dernières années. Nous les retrouvons aussi fermes et solides dans votre livre, aujourd'hui, que sur les photocopies d'alors.

Vous êtes un journaliste, vous recevez le Prix Européen de l'Essai. Je ne prétends pas qu'il s'agisse d'une promotion! Que ce soit au moins une reconnaissance, dans les deux sens du terme, de l'importance et de la qualité de votre tâche.

Pascal Veillon

LAUDATIO

«Ce livre reflète mon intérêt personnel dans les idées plutôt que dans les armées, dans les cultures plutôt que dans les économies, dans les nations plutôt que dans les systèmes politiques, et, par-dessus tout, dans les hommes et les femmes considérés individuellement plutôt que dans la collectivité amorphe.»

Cette ouverture de votre préface à votre dernier livre, The Uses of Adversity¹, suffirait à vous valoir le Prix Européen de l'Essai de la Fondation Charles Veillon. Mais vous le méritez d'autant plus que les seize essais, denses et aériens, rassemblés dans cet ouvrage de quelque trois cents pages apportent une confirmation éclatante de la justesse de vos choix. C'est en effet en parlant de la personne, de la nation qui, ainsi que le disait Michelet présentant la France, est une personne; de la culture incarnant le patrimoine national et des idées qu'elle agite, qu'il est possible de saisir l'histoire dans sa dynamique. L'histoire, vous en avez fourni une nouvelle preuve, est un genre littéraire, bien que l'historien ne soit crédible que s'il soumet ses sources à une critique rigoureuse, comme vous le dites vous-même en conclusion du chapitre («The Life of Death», pp. 128-129) dans lequel vous avez analysé les deux grands films épiques que sont Shoah et Heimat: «Dieu soit loué pour les historiens, dites-vous. Seuls les historiens professionnels avec leurs méthodes éprouvées de recherches, leurs règles explicites de sélection et d'utilisation des preuves, seuls ces historiens peuvent nous donner les armes avec lesquelles nous pouvons commencer à regarder 'la chose' en face. Seuls les historiens peuvent nous fournir les critères selon lesquels nous pouvons situer Heimat et Shoah». Cela ne signifie pas, dites-vous, qu'ils soient plus impartiaux qu'un directeur de film. Mais ils sont, eux, soumis à la critique de leurs collègues, alors que le directeur de film, «by the very nature of his medium», est un dictateur. Shoah et Heimat sont le produit, inévitablement déformé, de la mémoire d'un homme. Tandis que les historiens nous protègent non seulement de l'oubli, mais de la mémoire.

Vous vous êtes imposé comme un historien crédible, alors que vous avez joué avec le feu en vous installant dans l'histoire contemporaine, à l'intérieur de sociétés apparemment immobiles mais sourdement travaillées par une agitation continue. Parcourant la plaine du nord de l'Allemagne à la Pologne, la Bohème et la Hongrie après une longue

période de préparation, vous avez, en voyageur éclairé, observé, questionné, conversé. Vous avez, conformément à la démarche que vous avez annoncée, échangé des idées, étudié le comportement de personnes, la vie des nations et ce patrimoine culturel, conservateur de la mémoire historique qui transcende les régimes. C'est avec les yeux et de la bouche même de ceux que vous cherchiez à comprendre que vous avez regardé leur pays et mis en perspective leur histoire, leur vie quotidienne et leurs espoirs.

Et naturellement, les perspectives varient de pays à pays, de région à région, comme sont différents les modes d'expression des sentiments. Vous vous êtes engagé dans le « labyrinthe » hongrois qui a son propre langage, tout en « périphrases ». Un langage, largement pratiqué par les intellectuels, « of diabolical circumlocution, of convoluted allegory and serpentine metaphor, all guarded by a crack regiment of sub-Germanic abstract compound nouns. Nothing is said directly. Everyone is taken from behind. A spade is never a spade. A crime is never a crime. » Vous avez pris un plaisir évident à cheminer dans ce dédale, et plus encore à définir en quelques phrases la relation des intellectuels et du peuple hongrois avec 1956, avec un régime au comportement ambigu et semi-prévisible. Et vous êtes sorti de ces rencontres et de cette aventure dans la politique hongroise par un diagnostic en forme d'appel: « Cher et patient lecteur: leur pays a besoin de vous. »

« La Tchécoslovaquie aujourd'hui, avez-vous écrit, peut être comparée à un lac recouvert de glace. Rien ne bouge à la surface. Mais sous la glace, chez les philosophes-paysans, chez les journalistes-laveurs de vitres, chez les moines-veilleurs de nuit — ici, les choses bougent. » (Here, things are on the move.) Pourquoi parler à haute voix? Certains le font, comme les signataires de la Charte 77, comme Vaclav Havel, sans pourtant que le temps leur soit donné de déclencher une mobilisation. Ce qu'ils cherchent à éviter, c'est l'oubli. Les hommes au pouvoir ont tenté d'écraser la mémoire du passé. Vous évoquez cette lutte souterraine pour l'entretenir: encore et toujours le samizdat, la présence du buste de Masaryk dans le bureau d'un ancien professeur, l'hommage permanent à Jan Palach. Et vous concluez ce texte de février 1984 en écrivant que « si jamais un vrai dégel se manifeste... ils seront prêts avec leur buste de Masaryk, avec leurs éditions de Kafka, avec leurs monuments à Jan Palach. Ils savent par leur expérience de 1968 et celle des Polonais en 1980-1981 qu'une société qui paraît atomisée, apathique et brisée peut soudain être transformée en une société civile articulée et unie. »

A tous ceux qui s'engagent dans des exercices de prévision, par extrapolation ou par la formulation de scénarios, de modèles empiriques, vous montrez que l'histoire telle que vous la concevez, telle que vous la pratiquez, est le meilleur guide dans la recherche de l'avenir probable.

Je pourrais présenter ici d'autres exemples tirés de vos écrits sur la Pologne sur laquelle vous avez écrit un livre remarquable² commençant par une citation qui en est en même temps la conclusion: «Les Polonais se révoltent contre un doux oppresseur parce qu'ils le peuvent; et contre celui qui est dur parce qu'ils le doivent». (Dicton de 1860.) Vous avez présenté dans ce livre la lutte permanente des Polonais pour la liberté avec la conviction rayonnante qui naît de l'alliance entre la connaissance et la sympathie. Vous y avez étudié les origines, le développement et l'arrêt momentané d'une révolution issue d'une imprévisible combinaison de forces. Les Polonais n'oublieront pas, avez-vous dit en 1983. Et à ce moment, parce que vous aviez saisi que le parti du mouvement était constitué, vous avez annoncé la venue de la vraie révolution.

Quant à votre essai sur le problème allemand, je dirai simplement qu'il doit être lu par tous ceux qui cherchent à comprendre ce qui s'est passé et, plus encore, ce qui nous arrive.



*Au terme de cette allocution forcément brève et qui ne rend que très imparfaitement compte de la somme des observations et des réflexions rassemblées dans *The Uses of Adversity*, je voudrais vous dire que, si imparfaite que soit ma connaissance de l'anglais, j'ai éprouvé une profonde satisfaction à lire l'ouvrage d'un historien qui est aussi un écrivain. C'est chose plutôt rare.*

Un mot pour conclure. Les personnes rassemblées par Solidarité ont combattu avec un courage, une dignité et une maîtrise d'eux-mêmes extraordinaires, dites-vous, «pour des valeurs que la plupart d'entre nous ne peuvent pas ne pas reconnaître comme les nôtres: liberté individuelle, gouvernement démocratique, règne du droit, liberté d'expression; toutes valeurs issues de la vieille Europe.»

L'Europe tout entière devrait accueillir ce message non pas comme une victoire des principes dont elle se réclame, mais bien comme un défi, comme une question: Et toi, quel usage fais-tu de tes libertés? Vous comprendrez, Monsieur, que le Prix Européen de l'Essai 1989 ne va pas seulement à l'analyste des pays de l'Europe centrale et orientale, mais à l'historien qui encourage tous les Européens à s'interroger sur nos valeurs communes.

Jacques Freymond

- 1) Granta Books, Cambridge, 1989, 305 p.
- 2) Polish Revolution. Solidarity, 1980-1982. Jonathan Cape, London, 1983, 386 p.

ALLOCUTION DE MONSIEUR FRANÇOIS BONDY

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

En venant ici, je ne savais pas ce que dirait Jacques Freymond, je ne savais donc pas ce que je dirais et suis content de cette deuxième constatation, car je m'étais réservé certaines citations que nous venons d'entendre mieux traduites.

Nous avons quitté Budapest tôt dans la matinée, notre lauréat et moi-même en compagnie de quelques amis qui nous étions retrouvés là avec des écrivains, des hommes politiques et des philosophes hongrois. C'était pour ainsi dire vivre la continuation de ce livre « The Uses of Adversity, Essays on the Fate of Central Europe ». Plusieurs des personnes avec qui nous avons parlé tard hier soir dans une vaste maison privée, quelque peu délabrée dans le vieux Budapest, figurent aussi dans la liste des noms et sont des personnalités caractérisées dans ce livre, j'avais l'impression d'en vivre un nouveau chapitre.

Je voudrais vous dire quelques mots sur le premier livre et du livre à venir de Timothy Garton Ash. Il est historien de formation, des historiens tels que Alan Bullock et Trevor Roper étaient parmi les « tutors » de ses études à Oxford. Ensuite, il a eu l'idée d'aller à Berlin-Est pour y étudier l'attitude des habitants devant une dictature, celle d'Hitler. Qui a participé activement, qui a subi ou collaboré, qui s'est opposé ? En vivant à Berlin-Est dans des conditions très modestes, et de ce fait même en rencontrant aux longues tables des cafés beaucoup de gens pour des conversations inattendues, Garton Ash a fini par renoncer à sa thèse « Berlin sous la dictature nazie » pour constater in vivo ce qu'était le comportement des gens dans une dictature. C'est ainsi qu'est né son premier livre, dont une des curiosités est qu'il n'a jamais paru en anglais. Il a paru dans Der Spiegel et chez l'éditeur allemand Rowohlt. Garton Ash qui est, comme plus d'anglais qu'on ne croit, doué pour les langues, a écrit moitié en anglais et moitié en allemand cet ouvrage sur la RDA dont le titre est « Si tu ne veux pas être mon frère, je te casse le crâne », (« Und willst Du nicht mein Bruder sein, so schlag ich dir den Schädel ein »). Ceci était le premier livre de Timothy Garton Ash qui a maintenant 34 ans et vient de publier son troisième livre.

Le deuxième livre dont a parlé Jacques Freymond est le plus volumineux, il s'intitule «The Polish Revolution: Solidarity». Pour s'y préparer, l'auteur a appris le polonais. Il y a trois ans à l'occasion d'un forum dans le cadre de la Charte d'Helsinki à Budapest, il a terminé une allocution dans une rencontre que nous avons alors en citant un poète en polonais. Dans ce dernier ouvrage, il y a d'ailleurs – c'est aussi dans la tradition anglaise – beaucoup de citations de poètes.

Le prochain livre sera à nouveau consacré à l'Allemagne, car Garton Ash s'est lancé dans une grande enquête sur ce qu'était la fameuse Ost-Politik, la politique d'ouverture de la République allemande vers l'Est qui avait commencé dans la grande coalition du Chancelier Kiesinger et continuée par le gouvernement Brandt. Il est en train d'étudier aussi bien l'accueil des Occidentaux à cette politique que l'accueil des Etats de l'Est. Nous savons donc déjà d'avance l'une des choses que nous pouvons attendre de lui. D'ailleurs, dans le dernier numéro du New York Review of Books, dont une grande partie de son livre est le produit, il a décrit ce que l'on vient de vivre ces dernières semaines dans l'ouverture entre les deux Berlin.

Garton Ash écrit régulièrement en Angleterre pour le Spectator, irrégulièrement dans le Times Literary Supplement et des comptes rendus dans The Independent. Il est donc historien, reporter, journaliste, critique et commentateur et certains des chapitres de «The Uses of Adversity» – par là disparate mais d'autant plus fascinant – sont des comptes rendus, par exemple d'un livre sur Bertolt Brecht qui montre une connaissance de l'œuvre non seulement dramatique, mais lyrique de Brecht que ceux qui savent l'allemand estiment être son œuvre la plus durable. Ensuite, il y a comme Jacques Freymond vient de le dire, cette longue analyse de deux films, que l'on a surtout connu comme deux grandes séries de télévision avec un succès immense, «Heimat», sorte d'idylle allemande dans laquelle un Allemand devenu Américain et enrichi est vraiment la bête noire: un film qui a beaucoup de côtés excellents avec malgré tout un fond violemment anti-américain. Il parle longuement du film terrifiant de Claude Lanzmann «Shoah» sur l'extermination racontée par des témoins, par des bourreaux aussi, un film qui a été fait sur de longues années avec un courage remarquable. Là aussi, il y a une critique sur le thème apparemment facile de l'antisémitisme polonais et du rapport des Polonais et des Juifs qui est d'autant plus important que depuis, à propos de certaines disputes autour de Auschwitz, il est devenu ces derniers mois d'une grande actualité.

On pourrait croire qu'un livre qui parle avant tout de l'Europe de l'Est, mais qui est plus vieux que 15 jours, soit dépassé, car finalement chaque semaine, il y a du nouveau. A la télévision américaine, les gens ne veulent plus voir des foules qui jubilent ou qui protestent dans la rue, parce que c'est déjà monotone. L'on aime mieux voir, c'est du moins ce que l'on prétend dans le New York Herald Tribune, des catastrophes que des peuples heureux, qui ne sont plus tout à fait «télégènes». Le fait est que ce livre qui publie des articles de ces 5 à 6 dernières années est très actuel. Il prédit notamment qu'une masse amorphe peut tout à coup être, comme en Tchécoslovaquie, un peuple debout et une société civile. Garton Ash est un homme engagé qui participe avec émotion et lucidité à ces mouvements. Il en est dans une certaine mesure un acteur, et non seulement un observateur, étant co-signataire avec quelques-unes des personnalités les plus connues de l'Est de manifestes qui ont eu une portée. En même temps, il contrôle son émotion, toujours prêt à se critiquer et à réviser ses analyses. Il montre aussi tout ce qui dans cette ouverture peut être une nouvelle montée du péril. Il y a lieu de participer à la joie des gens qui se libèrent, mais la critique et l'intelligence sont plus nécessaires que la jubilation. On peut dire qu'en Allemagne de l'Est, bien des gens, dont Garton Ash, ne sont pas sûrs que du bien seulement sortira de l'inévitable confédération allemande. C'est la première révolution à la fois pacifique et démocrate d'Allemands se donnant à eux-mêmes la liberté qui avant avait été imposée par le vainqueur occidental. Malgré les «prophètes de malheur» que sont presque tous les intellectuels allemands, c'est une république solide et libérale que celle de l'Allemagne de l'Ouest.

Il y avait jadis en Italie dans les opéras de province des affiches interdisant de chanter avec les chanteurs. Garton Ash ne «chante» pas, il réfléchit. Quelle est la signification des événements en prose lorsque les chants se sont tus? Nous avons donc en notre lauréat à la fois un témoin du présent sur l'ombre d'un passé qu'il faut garder et d'un passé qu'il faut rejeter. Ainsi, nous avons en lui: le journaliste et l'historien, l'acteur et l'observateur, l'écrivain qui se sent engagé et le critique qui veille.

Je n'en dirai pas plus car vous venez d'entendre une troisième présentation et nous sommes impatients d'écouter Timothy Garton Ash lui-même.

François Bondy

THE YEAR OF TRUTH

*This was the year communism in Eastern Europe died. 1949-1989
R.I.P. And the epitaph might be:*

Nothing in his life
Became him like the leaving it.

The thing that was comprehensively installed in the newly defined territories of Poland, Czechoslovakia, Hungary, Romania and Bulgaria, and in the newly created German Democratic Republic after 1949, the thing called, according to viewpoint, «socialism», «totalitarianism», «Stalinism», «politbureaucratic dictatorship», «real existing socialism», «state capitalism», «dictatorship over needs», or, most neutrally, «the Soviet-type system» – that thing will never walk again. And arguably, if we can no longer talk of communism we should no longer talk of Eastern Europe, at least with a capital «E» for Eastern. Instead, we shall have central Europe again, east central Europe, south-eastern Europe, eastern Europe with a small «e» and, above all, individual peoples, nations and states.

To be sure, even without a political-military reversal inside the Soviet Union there will be many further conflicts, injustices and miseries in these lands. But they will be different conflicts, injustices and miseries: new and old, post-communist but also pre-communist. In the worst case, there might yet be new dictators; but they would be different dictators. We shall not see again that particular system, characterized by the concentration of political and economic power and the instruments of coercion in the hands of one Leninist party, manifested sociologically as a privileged new class, in states with arbitrarily limited sovereignty.

Of course if we walk the streets of Prague, Warsaw or Leipzig we can still find the grey, familiar traces: the flattened neo-classical Stalinist

N.B. Le texte de la conférence originale du 10 décembre 1989 a été repris dans le dernier ouvrage de T. Garton Ash publié début 1990 sous le titre «We the People». En voici la version intégrale complétée des événements roumains intervenus à fin 1989.

façades on all the Victory Squares, the Lenin boulevards, steelworks, shipyards, the balding middle-aged officials with their prefabricated lies, the cheap paper forms for completion in quadruplicate, the queues, the attitude of «We pretend to work and you pretend to pay us». Yet even the physical evidences are being removed at a speed that must cause some anxiety to conservationists. (In Poland there is a scheme for preserving all the old props in an entertainment park. The proposed name is Stalinland.)

If 1989 was the end, what was the beginning of the end? To read the press, or hear Mrs Thatcher talk, you would think history began with Gorbachev. At the other extreme, some would say communism in Eastern Europe was doomed at birth. This thesis may, in turn, be advanced in several forms. One can say that communism was incompatible with the political culture of East Central Europe, although why that political culture should suddenly stop at the quite arbitrary western frontier of the Soviet Union is not clear. Alternatively, one can say that communism was a wonderful idea that was doomed only because the people of Eastern Europe did not find their way to it themselves, but had it imposed on them by a foreign power, which itself did not understand it. Or one can say that communism is incompatible with human nature, period. Whether by congenital deformity or merely as the result of a ghastly forceps delivery, the death was preordained at birth. In between these two extreme positions, some people in the countries concerned would point to various supposed «missed opportunities» or turning-points at which East European history failed to turn. 1956 and 1968 are the leading candidates in this class.

As usual, there is an element of truth in all these claims, though in some more than others. Churchill declared: «I have not become the King's First Minister in order to preside over the liquidation of the British empire», and proceeded to do almost exactly that. Gorbachev came to power proposing to save the Soviet empire and presides over its disintegration. That Moscow permitted the former «satellite» countries to determine how they want to govern themselves was clearly a sine qua non. But the nature and direction of the processes of domestic political self-determination cannot be understood by studying Soviet policy. The causes lie elsewhere, in the history of individual countries, in their interactions with their East European neighbours and with the more free and prosperous Europe that lies to the west, north and south of them.

If I was forced to name a single date for the «beginning of the end» in this inner history of Eastern Europe, it would be June 1979. The judgement may be thought excessively Polonocentric, but I do believe that the Pope's first great pilgrimage to Poland was that turning-point. Here, for the first time, we saw that massive, sustained, yet supremely peaceful and self-disciplined manifestation of social unity, the gentle crowd against the Party-state, which was both the hallmark and the essential domestic catalyst of change in 1989, in every country except Romania (and even in Romania, the violence did not initially go out from the crowds). The Pope's visit was followed, just over a year later, by the birth of Solidarity, and without the Pope's visit it is doubtful if there would have been a Solidarity.

The example of Solidarity was seminal. It pioneered a new kind of politics in Eastern Europe (and new not only there): a politics of social self-organization and negotiating the transition from communism. The players, forms and issues of 1980-81 in Poland were fundamentally different from anything seen in Eastern Europe between 1949 and 1979: in many respects, they presaged those seen throughout Eastern Europe in 1989. If there is any truth in this judgement, then there was something especially fitting in the fact that it was in 1989 that the Russian leader and the Polish Pope finally met. In their very different ways, they both started it.

To find a year in European history comparable with 1989, however, we obviously have to reach back much farther than 1979, or 1949. 1789 in France? 1917 in Russia? Or, closer to home, 1918/19 in Central Europe? But 1918/19 was the aftermath of World War. The closer parallel is surely 1848, the springtime of nations. In the space of a few paragraphs such comparisons are little better than parlour games. Yet, like parlour games, they can be amusing, and may sometimes help to concentrate the mind.

1848 erupted, according to A.J.P. Taylor, «after forty years of peace and stability» while Lewis Namier describes it, with somewhat less cavalier arithmetic, as «the outcome of thirty-three creative years of European peace carefully preserved on a consciously counter-revolutionary basis.» The revolution, Namier writes, «was born at least as much of hopes as of discontents». There was undoubtedly an economic and social background: lean harvests and the potato disease. But «the common denominator was ideological». He quotes the exiled

Louis-Philippe declaring that he had given way to une insurrection morale, and King Wilhelm of Württemberg excusing himself to the Russian minister at Stuttgart, one Gorchakov, with the words: «Je ne puis pas monter à cheval contre les idées.» And Namier calls his magnificent essay, «The Revolution of the Intellectuals».

1989 also erupted out of celebrations of «forty years of peace and stability in Europe». Remember NATO's fortieth anniversary in May? With the «Yalta Europe», as with the «Vienna Europe» in the previous century, the question was always: peace and stability for whom? Ordinary men and women in Central and Eastern Europe felt the rough edge of both. Here, too, a stricter arithmetic might reduce the forty years to thirty-three, for perhaps it was only after crushing the Hungarian revolution in 1956 that Soviet leaders could be quite sure the West would not intervene militarily to disturb this peace – carefully preserved on a counter-revolutionary basis.

A revolution born as much of hopes as of discontents? Yes, again. To be sure, the economic «discontents» were there, overwhelmingly in Poland and Romania, persistently, though less dramatically, elsewhere. In this connection, the historian Fritz Stern has aptly recalled Mirabeau's declaration on the eve of the French Revolution: «The nation's deficit is the nation's treasure.» Substitute «hard currency debt» for «deficit» and you have one of the main reasons why it was Poland and Hungary that led the field in the first half of 1989. But, unlike in Poland in August 1980, it was not a turn of the economic screw that precipitated mass popular protest in any East European country in 1989. It was political hopes – and outrage at the repression with which the local regimes attempted to curb those hopes.

Like 1848, this, too, might be called a «revolution of the intellectuals». To be sure, the renewed flexing of workers' muscle in two strike-waves in 1988 was what finally brought Poland's communists to the first Round Table of 1989. To be sure, it was the masses on the streets in demonstrations in all the other East European countries that brought the old rulers down. But the politics of the revolution were not made by workers or peasants. They were made by intellectuals: the playwright Václav Havel, the medievalist Bronislaw Geremek, the Catholic editor Tadeusz Mazowiecki, the painter Bärbel Bohley in Berlin, the conductor Kurt Masur in Leipzig, the philosophers János Kis and Gaspár Miklós Támás in Budapest, the engineering professor Petre Roman and the

poet Mircea Dinescu in Bucharest. History has outdone Shelley, for poets were the acknowledged legislators of this world. The crowds on Wenceslas Square chanted, «Long live the students! Long live the actors!» And the sociology of the opposition forums (New, Democratic, Civic), parties and parliamentary candidates was distinctly comparable with that of the Frankfurt Parliament or the Slav Congress at Prague. Hundert zwanzig Professoren...

As in 1848, the common denominator was ideological. The inner history of these revolutions is that of a set of ideas whose time had come, and a set of ideas whose time had gone. At first glance this may seem a surprising statement. For had not the ideology ceased to be an active force many years before? Surely the rulers no longer believed a word of the guff they spouted, nor expected their subjects to believe it, nor even expected their subjects to believe that they, the rulers, believed it? This is probably true in most cases, although who knows what an old man like Erich Honecker, a communist from his earliest youth, still genuinely believed? (One must never underestimate the human capacity for self-deception.)

Yet one of the things these revolutions showed, ex post facto, is just how important the residual veil of ideology still was. Few rulers are content to say simply: «We have the Gatling gun and you do not!» «We hold power because we hold power.» Ideology provided a residual legitimation, perhaps also enabling the rulers, and their polit-bureaucratic servants, at least partly to deceive themselves about the nature of their own rule. At the same time, it was vital for the semantic occupation of the public sphere. The combination of censorship and a nearly complete Party-state monopoly of the mass media provided the army of semantic occupation; ideology, in the debased, routinized form of newspeak, was its ammunition. However despised and incredible these structures of organized lying were, they continued to perform a vital blocking function. They no longer mobilized anyone, but they did still prevent the public articulation of shared aspirations and common truths.

What is more, by demanding from the ordinary citizen seemingly innocuous semantic signs of outward conformity, the system managed somehow to implicate them in it. It is easy now to forget that until almost the day before yesterday, almost everyone in East Germany and Czechoslovakia was living a double life: systematically saying one thing in public

and another in private. This was a central theme of the essayistic work of Václav Havel over the last decade and one he movingly returned to in his 1990 New Year's address as president. The worst thing was, he said, the «devastated moral environment. We are morally sick, because we all got used to saying one thing and thinking another.» And: «All of us have become accustomed to the totalitarian system, accepted it as an unalterable fact and therefore kept it running... None of us is merely a victim of it, because all of us helped to create it together.» The crucial «line of conflict», he wrote earlier, did not run between people and state, but rather through the middle of each individual «for everyone in his or her own way is both a victim and a supporter of the system». A banner I saw above the altar in an East Berlin church vividly expressed the same basic thought. It said: «I am Cain and Abel.»

In order to understand what it meant for ordinary people to stand in those vast crowds in the city squares of Central Europe, chanting their own, spontaneous slogans, you have first to make the imaginative effort to understand what it feels like to pay this daily toll of public hypocrisy. As they stood and shouted together, these men and women were not merely healing divisions in their society; they were healing divisions in themselves. Everything that had to do with the word, with the press, with television, was of the first importance to these crowds. The semantic occupation was as offensive to them as military occupation; cleaning up the linguistic environment as vital as cleaning up the physical environment. The long queue every morning in Wenceslas Square, lining up patiently in the freezing fog for a newspaper called The Free Word, was, for me, one of the great symbolic pictures of 1989.

The motto of the year – and not just in Czechoslovakia – was Pravda Vitězí, the old Hussite slogan, adopted by Masaryk, «Truth shall prevail», or, in the still more ancient Latin, Magna est veritas et praevalabit. As one talks in English of a «moment of truth» for some undertaking, so this was a year of truth for communism. There is a real sense in which these regimes lived by the word and perished by the word.

For what, after all, happened? A few thousands, then tens of thousands, then hundreds of thousands went on to the streets. They spoke a few words. «Resign!» they said. «No more shall we be slaves!» «Free elections!» «Freedom!» And the walls of Jericho fell. And with the walls, the communist parties simply crumbled. At astonishing speed. By the end of 1989, the Hungarian Socialist Workers' Party had

split in two, with the majority of its members leaving for good. In January 1990, the Polish United Workers' Party followed suit. Within three months, East Germany's Socialist Unity Party lost its leading role, its name, and at least half its members. The inner decay of these parties recalled the remark of a German poet in 1848: «Monarchy is dead, though monarchs still live.»

With the single, signal exception of Romania, these revolutions were also remarkable for the almost complete lack of violence. Like Solidarity in 1980-81 they were that historical contradiction-in-terms, «peaceful revolution». No bastilles were stormed, no guillotines erected. Lamp-posts were used only for street-lighting. Romania alone saw tanks and firing squads. Elsewhere the only violence was that used at the outset by police. The young demonstrators in East Berlin and Prague laid candles in front of the police, who responded with truncheons. The Marseillaise of 1989 said not «aux armes, citoyens», but «aux bougies, citoyens». The rationale and tradition of non-violence can be found in the history of all the democratic oppositions of East Central Europe throughout the 1980s. Partly it was pragmatic: the other side had all the weapons. But it was also ethical. It was a statement about how things should be. They wanted to start as they intended to go on. History, said Adam Michnik, had taught them that those who start by storming bastilles will end up building their own.

Yet almost as remarkable, historically speaking, was the lack (so far, and Romania plainly excepted) of major counter-revolutionary violence. The police behaved brutally in East Germany up to and notably on the state's fortieth anniversary, 7 October, and in Czechoslovakia up to and notably on 17 November. In Poland the systematic deployment of counter-revolutionary force lasted over seven years, from the declaration of a «state of war» on 13 December 1981 to the spring of 1989. But once the revolutions (or, in Poland and Hungary, «refolutions») were under way, there was an amazing lack of coercive countermeasures. The communist rulers said, like King Wilhelm of Württemberg, «I cannot mount on horseback against ideas.» But one is bound to ask: why not? Much of the modern history of Central Europe consisted precisely in rulers mounting on horseback against ideas. Much of the contemporary history of Central Europe, since 1945, consists in rulers mounting tanks against ideas. Until 1989 the most fitting motto for any history of this region was not «Pravda Vitězí» but some lines from the nineteenth century Polish poet, Cyprian Norwid:

Colossal armies, valiant generals,
Police-secret, open, and of sexes two –
Against whom have they joined together?
Against a few ideas... nothing new!

So why was it different in 1989? Three reasons may be suggested. They might be labelled «Gorbachev», «Helsinki» and «Toqueville». The new line in Soviet policy, christened by Gennady Gerasimov on 25 October the Sinatra doctrine – «I had it my way» as he actually mis-quoted the famous line – rather than the Brezhnev doctrine, was self-evidently essential. In East Germany, Moscow not only made it plain to the leadership that Soviet troops were not available for purposes of domestic repression, but also, it seems, went out of its way to let it be known – to the West, but also to the population concerned – that this was its position. In Czechoslovakia, the Soviet Union helped the revolution along by a nicely timed retrospective condemnation of the 1968 Warsaw Pact invasion. Throughout East Central Europe, the people at last derived some benefit from their ruling élites' chronic dependency on the Soviet Union, for, deprived of the Soviet Kalashnikov-crutch, those élites did not have another leg to stand on. Romania was the exception that proves the rule. It is no accident that it was precisely in the state for so long most independent of Moscow that the resistance of the security arm of the powers-that-were was most fierce, bloody and prolonged.

Nonetheless, the factor «Gorbachev» alone does not suffice to explain why these ruling élites did not more vigorously deploy their own, still formidable police and security forces in a last-ditch defence of their own power and privilege. Is it too fanciful to suggest that the constant, persistent harping of the West on certain international norms of domestic conduct, the East European leaders' yearning for international respectability, and the sensed linkage between this and the hard currency credits they so badly needed, in short, the factor «Helsinki», played at least some part in staying the hands of those who might otherwise have given the order to shoot?

Yet none of this would have stopped them if they had still been convinced of their right to rule. The third, and perhaps the ultimately decisive factor, is that characteristic of revolutionary situations described by Alexis de Tocqueville more than a century ago: the ruling élite's loss of belief in its own right to rule. A few kids went on the streets and

threw a few words. The police beat them. The kids said: You have no right to beat us! And the rulers, the high and mighty, replied, in effect: Yes, we have no right to beat you. We have no right to preserve our rule by force. The end no longer justifies the means!

In fact the ruling élites, and their armed servants, distinguished themselves by their comprehensive unreadiness to stand up in any way for the things in which they had so long claimed to believe, and their almost indecent haste to embrace the things they had so long denounced as «capitalism» and «bourgeois democracy». All over Eastern Europe there was the quiet flap of turning coats: one day they denounced Walesa, the next they applauded him; one day they embraced Honecker, the next they imprisoned him; one day they vituperated Havel, the next they elected him president.

1848 was called the springtime of nations or the springtime of peoples: the Völkerfrühling, wiosna ludów. The revolutionaries, in all the lands, spoke in the name of «the people». But the international solidarity of «the people» was broken by conflict between nations, old and new, while the domestic solidarity of «the people» was broken by conflict between social groups – what came to be known as «classes». «Socialism and nationalism, as mass forces, were both the product of 1848», writes A.J.P. Taylor. And for a century after 1848, until the communist deep freeze, central Europe was a battlefield of nations and classes.

Of what, or of whom, was 1989 the springtime? Of «the people»? But in what sense? «Wir sind das Volk», said the first great crowds in East Germany: we are the people. But within a few weeks they were saying «Wir sind EIN Volk»: we are one nation. In Poland, Hungary, Czechoslovakia, Romania, the crowds were a sea of national flags, while the people raised their voice to sing old national hymns. In Hungary and Romania they cut the communist symbols out of the centre of their flags. In East Germany there were, at first, no flags, no hymns. But gradually the flags came out, plain stripes of red, black and gold without the GDR hammer and dividers in the middle: the flag of Western – and before that of united – Germany.

In every Western newspaper commentary on Eastern Europe one now invariably reads that there is a grave danger of something called «nationalism» reviving in this region. But what on earth does this mean?

Does it mean that people are again proud to be Czech, Polish, Hungarian or, for that matter, German? That hearts lift at sight of the flag and throats tighten when they sing the national anthem?

Patriotism is not nationalism. Rediscovered pride on your own nation does not necessarily imply hostility to other nations. These movements were all, without exception, patriotic. They were not all nationalist. Indeed, in their first steps most of the successor regimes were markedly less nationalist than their communist predecessors. The Mazowiecki government in Poland adopted a decisively more liberal and enlightened approach to both the Jewish and the German questions than any previous government, indeed drawing criticism, on the German issue, from the communist-nationalists. In his first public statement as President, Václav Havel made a special point of thanking «all Czechs, Slovaks and members of other nationalities». His earlier remark on television that Czechoslovakia owes the Germans an apology for the post-war expulsion of the Sudeten Germans was fiercely criticized by – the communists. In Romania, the revolution began with the ethnic Romanian inhabitants of Timisoara making common cause with their ethnic Hungarian fellow-citizens. It would require very notable exertions for the treatment of the German and Hungarian minorities in post-revolutionary Romania to be worse than it was under Nicolae Ceausescu.

Of course there are counter-examples. One of the nastier aspects of the German revolution was the excesses of popular support for a Party-government campaign against Polish «smugglers and profiteers», and abuse of visiting black students and Vietnamese Gastarbeiter. In Hungarian opposition politics, the fierce infighting between the Hungarian Democratic Forum and the Free Democrats was not without an ethnic undertone, with some members of the former questioning the «Hungarian-ness» of some members of the latter, who replied with charges of anti-Semitism. Thousands of Bulgarians publicly protested against the new government giving the Turkish-Muslim minority its rights.

If one looks slightly further ahead, there are obviously potential conflicts over other remaining minorities: notably the Hungarians in Romania, the Romanians in the Soviet Union (Moldavia), the Germans in Poland, Romania and the Soviet Union, and gypsies in several countries. There are the potential political uses of anti-Semitism. There is

the difficulty of finding a combination of Czecho- and -Slovakia fully satisfactory to both Slovaks and Czechs. And there are the outstanding frontier questions, above all that of the post-1945 German-Polish frontier on the Oder-Neisse line.

Yet compared with Central Europe in 1848 or 1918/19 this is a relatively short list. Most nations have states, and have got used to their new frontiers. Ethnically the map is far more homogenous than it was in 1848 or 1918: as Ernest Gellner has observed, it is now a picture by Modigliani rather than Kokoschka. (The main artists were, of course, Hitler and Stalin: their brushes, war, deportation and mass murder.) National and ethnic conflicts may grow again both between and within these states, as they did in Eastern Europe before the last war, especially if their economic situation deteriorates. Or those national and ethnic conflicts may progressively be alleviated, as were those of Western Europe after the last war, especially if these countries' economic situation improves in a process of integration into a larger European common market and community. We shall see. But the historical record must show that 1989 was not a year of acute national and ethnic conflict in Eastern Europe west of the Soviet frontier. Quite the reverse: it was a year of solidarity both within and between nations. At the end of the year, symbolic and humanitarian support for the people(s) of Romania came from all the self-liberated states of East Central Europe. A springtime of nations is not necessarily a springtime of «nationalism».

In any case, what was most striking was not the language of nationhood. That was wholly predictable. What was striking was the other ideas and words that, so to speak, shared the top billing. One of these was «society». In Poland, a country often stigmatized as «nationalist», the word most often used to describe the people as opposed to the authorities was not «nation»; it was społeczeństwo, society. In Czechoslovakia the word «society» was used in a similar way, though less frequently, and here it could not simply be a synonym or euphemism for «nation» because it covered two nations. In both cases, it was as meaningful to talk of social self-determination as it was to talk of national self-determination. Everywhere stress was laid on the self-conscious unity of intelligentsia, workers and peasants. Of course in part this unity was created by the common enemy. When communist power had been broken, and real parliamentary politics began, then conflicting social interests were robustly articulated. Thus, probably

the most distinctive and determined group in the new Polish parliament was not communists or Solidarity, left or right, but peasant-farmers from all parties, combining and conspiring to advance their sectional interests.

Nonetheless, the social divisions were nothing like as deep as in the nineteenth- or early twentieth-century, and they did not undercut the revolutions. There is an historical irony here. For in large measure communism created the social unity which contributed decisively to the end of communism. The combination of deliberate levelling and unintended absurdities resulted in a distribution of wealth throughout most of society that was not so much egalitarian as higgledy-piggledy. A professor would earn less than a miner, an engineer less than a peasant-farmer. A plumber with a few dollars or Deutschmarks would be better off than a prince without hard currency. A worker lived in the same house as a doctor, an engineer or a writer: and the ground plan of their apartments was almost certainly identical, even if the décor differed. At the same time, they were all united by consciousness of the one great divide between the communist upper/ruling class, the nomenklatura, and all the rest. In all these countries the latter were «them»: oni (a word made famous by Teresa Torańska's book of interviews with Polish Stalinists); the Bonzen. «They» were identified by their clothes, their black curtained cars, their special hospitals and shops, their language and their behaviour. When the dense crowds in Prague were asked to clear a path for an ambulance, they did so chanting, «We are not like them! We are not like them!»

At the same time, there was a remarkably high level of popular political awareness. Again, this was partly a result of the system. Everyone had at least a basic education, and from the earliest years that education was highly politicized. Many people reacted against this politicization with a determined retreat into private life, and a almost programmatic apoliticism. But because of the politicization of education, and the ubiquity of ideology, no one could be in any doubt that words and ideas mattered, having real consequences for everyday life.

A concept that played a central role in opposition thinking in the 1980s was that of «civil society». 1989 was the springtime of societies aspiring to be civil. Ordinary men's and women's rudimentary notion of what it meant to build a civil society might not satisfy the political theorist. But some such notion was there, and it contained several basic

demands. There should be forms of association, national, regional, local, professional, which would be voluntary, authentic, democratic and, first and last, not controlled or manipulated by the Party or Party-state. People should be «civil»: that is, polite, tolerant, and, above all, non-violent. Civil and civilian. The idea of citizenship had to be taken seriously.

Communism managed to poison many words from the mainstream of European history – not least the word «socialism». But somehow it did not manage to poison the word «citizen» and «civic», even though it used them, too, in perverted ways: for example, in appeals to «civic responsibility», meaning, «Keep quiet and let us deal with these troublesome students.» Why it did not manage to poison those words is an interesting question – to which I have no ready answer – but the fact is that, when Solidarity's parliamentarians came to give their group a name, they called it the Citizens' Parliamentary Club; the Czech movement called itself the Civic Forum; and the opposition groups in the GDR started by describing themselves as Bürgerinitiativen, that is, citizens' or civic initiatives. (In the East German case, the actual word was probably imported from West Germany, but the fact remains that they chose this rather than another term.) And the language of citizenship was important in all these revolutions. People had had enough of being mere components in a deliberately atomized society: they wanted to be citizens, individual men and women with dignity and responsibility, with rights but also with duties, freely associating in civil society.

There is one last point about the self-description of the revolution which is perhaps worth a brief mention. As Ralf Dahrendorf has observed, Karl Marx played on the ambiguity of the German term bürgerliche Gesellschaft, which could be translated either as civil society or as bourgeois society. Marx, says Dahrendorf, deliberately conflated the two 'cities' of modernity, the fruits of the Industrial and the French Revolutions, the bourgeois and the citizen. I thought of this observation when a speaker in one of the mass rallies in Leipzig called for solidarity with the bürgerliche Bewegung in Czechoslovakia. The bourgeois movement! But on reflection there seems to me a deeper truth in that apparent malapropism. For what most of the opposition movements throughout East Central Europe and a large part of 'the people' supporting them were in effect saying was: Yes, Marx is right, the two things are intimately connected – and we want both! Civil rights and

property rights, economic freedom and political freedom, financial independence and intellectual independence, each supports the other. So, yes, we want to be citizens, but we also want to be middle-class, in the senses that the majority of citizens in the more fortunate half of Europe are middle-class. We want to be Bürger AND bürgerlich! Tom Paine, but also Thomas Mann.

So it was a springtime of nations, but not necessarily of nationalism; of societies, aspiring to be civil; and above all, of citizens.

The springtime of citizens has already changed the face of Europe. What seemed only possible at the beginning of 1989 seemed certain at the beginning of 1990. There would be a new Europe, for which the term 'Yalta' would no longer be an appropriate shorthand. This Europe would have a different place for the countries formerly described as East European, and, at the very least, a less divided Germany.

1848 ended badly because of the combination of internal and external forces of reaction; but the external ones were decisive. No comparable external forces of reaction were visible at the beginning of 1990. The Prussians were making their own revolution, not crushing those of their neighbours. Austrians were not repressing the Hungarian revolution, but helping it along. And the Russians? Here the transformation was miraculous, to the point where senior American and British officials indicated that they might actually welcome a Soviet military intervention to smash the Securitate death squads in Romania. But no, for Romania, as for Czechoslovakia, Hungary, Poland and Bulgaria, Soviet leaders and commentators from Gorbachev down assumed a saintly expression and said they would never dream of interfering in the internal affairs of another sovereign state.

Yet the popular movement for national and social self-determination did not stop neatly at the western frontier of the Soviet Union. What happened in Eastern Europe directly encouraged the Baltic States, not to mention the Romanians of Soviet Moldavia. And what if the political earth began to move in the Ukraine? At the beginning of 1990 it was therefore all too possible to imagine some backlash or reversal inside the Soviet Union. But it seemed reasonable to doubt whether even a conservative-military leadership in Moscow would attempt to use armed force to restore Russian domination west of the Soviet frontiers of 1945. Would they not have more than enough on their hands trying

to preserve the empire inside the post-war Soviet frontiers? Logically, if they invaded one East European country they should now invade them all. And then, what would they «restore»? The shattered humpty-dumpties that were yesterday's East European communist parties? Obviously a reversal inside the Soviet Union would make life much less comfortable in the new Europe, and directly affect developments in a Germany still partly occupied by Soviet troops. But it would not in itself suffice to turn the map back to what it was before 1989.

About this new Europe there are countless questions to be asked, of which the most obviously pressing is: how can the West help the transition of formerly communist states into liberal democracies? I ask myself a less obvious question: not «How can we help them?» but «How might they help us?» What, if anything, can these nearly hundred million Europeans, with their forty years of hard experience, bring to the new Europe, and to us in the West? The Czechs were delighted to point out that «89 is» 68 turned upside down. But one of the notable differences between «68 and» 89 was the comparative lack of Western intellectuals discovering, in these exotic regions, new utopias, «socialism with a human face» and the fabled Third Way.

Of course there is a whole kaleidoscope of new parties, programmes and trends, and it is little short of impudence to subsume them in one «message». Yet if you look at what these diverse parties are really saying about the basic questions of politics, economics, law and international relations, there is a remarkable underlying consensus. In politics they are all saying: there is no «socialist democracy», there is only democracy. And by democracy they mean multi-party, parliamentary democracy as practised in contemporary Western, Northern and Southern Europe. They are all saying: there is no «socialist legality» there is only legality. And by that they mean the rule of law, guaranteed by the constitutionally anchored independence of the judiciary. They are all saying, and for the left this is perhaps the most important statement: there is no «socialist economics», there is only economics. And economics means not a socialist market economy but a social market economy. Not Ota Šik but Ludwig Erhard. Of course there are grave differences in these countries between, for example, Friedmanites and Hayekites. A good word might even be heard for Keynes. But the general direction is absolutely plain: towards an economy whose basic engine of growth is the market, with extensive private ownership of the means of production, distribution and exchange. The

transition to such a system poses unique problems, for which original solutions will have to be found. In most of these countries there is still widespread support for relatively egalitarian distribution of the wealth thus created, and for a strong welfare state. But the basic model, in the three essentials of politics, law and economics, is something between the real existing Switzerland and the real existing Sweden.

Sweden – or, as one leading Soviet economist carefully stressed, southern Sweden – now seems to be the accepted ideal for virtually everyone who styles himself a socialist from Berlin to Vladivostok. But if Marx came back to earth, would he not describe the dominant mode of production in Sweden as capitalist? In other words, the fundamental argument from the left seems no longer to be about the best way to produce wealth, only about the best way to distribute it. (The more fundamental critique of the successful forms of production comes from Greens rather than socialists).

For purely practical and historical reasons, the state will clearly play a larger part in most formerly East European countries than in most West European countries, for some years to come. But this does not necessarily mean that people will want it to. On the contrary, having had so much state interference for so long, they might decide they want as little of it as possible. Public opinion polls and sociological surveys are not much use here, since most people have only just begun to think about these issues, let alone to confront them in the harsh reality of economic transition. The proof of the pudding will be in the eating. Among the intellectuals who have begun to confront these issues there is, it seems to me, rather an opposite danger: that of regarding the free market as a cure for all ills, social and political as well as economic. Hence the popularity of Hayek. One might almost say that the free market is the latest Central European utopia.

It is easy now to forget that communism claimed to have found not only new and better forms of politics, law and economics, but also a new and better way of organizing relations between states. This new way was called «socialist internationalism», and counterposed to «bourgeois nationalism». What we have seen in practice is the rise of socialist nationalism and bourgeois internationalism. There are many examples of bourgeois internationalism – G7, OECD, IMF, NATO, GATT – but in the perspective of European history the most dramatic is the European Community. Now there are proposals, too numerous

even to list, for new forms of inter-state relations in the former Eastern Europe. To give but one example, leading Polish politicians have revived the idea of a confederation of Poland and Czechoslovakia. But if you ask what is the underlying model for the new relations between these states, and for the resolution of their outstanding national, ethnic and economic conflicts, then the answer is clear. The model is the European Community.

This means not only that they would like to join the present EC, as fully as possible and as soon as possible. It also means that they hope their outstanding historic conflicts and enmities can be overcome in the same way that, say, those between France and Germany have been overcome. This is true, it seems to me, even of those groups that would not explicitly acknowledge the EC as a model. Certainly, you have to go far in Western Europe to find such enthusiastic «Europeans» – that is, supporters of a supranational community called Europe – as you will find at every turn in Eastern Europe. Travelling to and fro between the two halves of the divided continent, I have sometimes thought that the real divide is between those (in the West) who have Europe and those (in the East) who believe in it. And everywhere, in all the lands, the phrase people use to sum up what is happening is «the return to Europe».

Yet what, to repeat the question, can these enthusiasts bring to the new Europe? If I am right in my basic analysis, they can offer no fundamentally new ideas on the big questions of politics, economics, law or international relations. The ideas whose time has come are old, familiar, well-tested ones. (It is the new ideas whose time has passed). So is all they have to offer us their unique, theoretically intriguing but practically burdensome problems? Do they come like mendicants to the door bearing only chronicles of wasted time? Or might they have, under their threadbare cloaks, some hidden treasures?

Travelling through this region over the last decade, I have found treasures: examples of great moral courage and intellectual integrity; comradeship, deep friendship, family life; time and space for serious conversation, music, literature, not disturbed by the perpetual noise of our media-driven and obsessively telecommunicative world; Christian witness in its original and purest form; more broadly, qualities of relations between men and women of very different backgrounds, and once bitterly opposed faiths – an ethos of solidarity. Here the danger of sen-

timental idealization is acute, for the privileged visitor enjoys these benefits without paying the costs. There is no doubt that, on any quantitative or utilitarian reckoning, the costs have been far higher than the benefits. Yet it would be even more wrong to pretend that these treasures were not real. They were. And for me the question of questions after 1989 is: What if any of these good things will survive liberation? Was the community only a community of fate, a Schicksalsgemeinschaft? Were these just the uses of adversity?

Even if there is no reversal in the Soviet Union, no violent backlash or illiberal turn in this or that East European country, won't these treasures simply be swept away in the rush – the all too understandable rush – for affluence? As a Hungarian friend wryly remarked: «I have survived forty years of communism, but I'm not sure that I'll survive one year of capitalism». And this will not just be the atomizing impact of developed consumerism, one of the most potent weapons known to man. It will be the still rougher and more traumatic impact of the attempted transition from a planned to a market economy, with all the associated blows of unemployment, dislocation and injustice.

Wishful thinking helps no one. You can, alas, paint with a rather high degree of analytical plausibility a quite dark picture of the prospect for the former Eastern Europe in the 1990s: a prospect in which the post-communist future looks remarkably like the pre-communist past, less Central Europe than Zwischeneuropa, a dependent intermediate zone of weak states, national prejudice, inequality, poverty and Schlamassel. 1989 might then appear, to participants and historians, as just one brief shining moment between the sufferings of yesterday and those of tomorrow.

This fate is not inevitable. Whether it can be avoided depends to a very significant degree on the commitment and ingenuity of the West in general, Western Europe in particular, and above all on West Germany – or rather, to put it in terms more appropriate to the new Europe, on a Germany remaining Western.

Yet even if the darker prospect were to be realized, something would remain, at least in memory, in culture, in spirit. At the very least the Europeans from over there would have offered us, with a clarity and firmness born of bitter experience, a restatement of the value of what we

already have, of old truths and tested models, of the three essentials of liberal democracy and the European Community as the one and only, real existing common European home. Intellectually, dare I say spiritually, «1989» in Eastern Europe is a vital complement to «1992» in Western Europe.

«Litwo! Ojczyzno moja! ty jesteś jak zdrowie, begins the most famous of all Polish poems, Adam Mickiewicz's «Pan Tadeusz»:

*Lithuania, my fatherland, thou art like health;
How much we should value thee, he alone learns,
Who has lost thee.*

If we put in place of «Lithuania» the word «Europe», we may have the deepest lesson of that year of wonders, '89.

Timothy Garton Ash

L'ANNÉE DE VÉRITÉ

C'était l'année où le communisme mourut en Europe orientale. 1949-1989 r.i.p. Et son épitaphe pourrait être:

Rien dans sa vie ne lui alla mieux que de la quitter.

La chose qui s'était installée partout dans les territoires redessinés de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, et dans cette nouvelle création que fut la République démocratique allemande après 1949, cette chose appelée, selon le point de vue, «socialisme», «totalitarisme», «stalinisme», «dictature politobureaucratique», «socialisme réel», «capitalisme d'Etat», «la dictature avant les besoins», ou, de façon plus neutre, «système de type soviétique» – cette chose ne bougera plus jamais. Par conséquent, si l'on ne peut plus parler de communisme, il faut aussi cesser de parler d'Europe de l'Est, du moins avec un grand «E» pour l'est. Au lieu de cela, nous aurons de nouveau l'Europe centrale, l'Europe centrale de l'est, celle du sud-est, celle de l'est avec un petit «e» et, surtout, des peuples, des nations et des Etats individuels.

Certes, même sans bouleversement politico-militaire en Union soviétique, ces pays connaîtront encore beaucoup de conflits, d'injustices et de souffrances. Mais ce seront des conflits, des injustices et des souffrances différents: nouveaux et anciens, d'après-communisme, mais aussi d'avant-communisme. Au pire, il y aura de nouveaux dictateurs; mais ils seraient quand même différents. Nous ne reverrons pas ce système spécial, caractérisé par la concentration de la puissance politique et économique et des instruments de répression dans les mains d'un seul parti léniniste, se donnant comme nouvelle classe privilégiée, sociologiquement parlant, dans des Etats à la souveraineté limitée arbitrairement.

Bien sûr, à marcher dans les rues de Prague, de Varsovie ou de Leipzig, on trouve encore la grisaille familière: les plates façades staliniennes néo-classiques sur toutes les places de la Victoire, les boulevards Lénine, les aciéries, les chantiers navals, les fonctionnaires grisonnants ou chauves et leurs mensonges préfabriqués, les formulaires de mauvais papier à remplir en quatre exemplaires, les queues, l'attitude «nous faisons semblant de travailler et vous faites semblant de nous payer».

Mais même ces repères concrets sont supprimés à un rythme qui doit donner quelques soucis aux amoureux du passé. (Il y a en Pologne un projet de conserver tous les vieux accessoires dans un parc d'attractions. Le nom proposé est Stalinland.)

Si 1989 a été la fin, quand a eu lieu le début de la fin? A lire la presse ou écouter Madame Thatcher, on croirait que l'histoire commence avec Gorbatchev. A l'extrême opposé, il y en a qui affirment qu'en Europe de l'est, le communisme était condamné au berceau. A son tour, cette thèse peut être formulée de plusieurs manières. On peut dire que le communisme était incompatible avec la culture politique de l'Europe centrale de l'est; mais la raison par laquelle la culture politique devrait s'arrêter soudain à la frontière occidentale, entièrement arbitraire, de l'Union soviétique n'est pas évidente. On peut dire, d'autre part, que le communisme était une idée magnifique qui était condamnée seulement parce que les gens d'Europe de l'est n'en avaient pas trouvé la voie eux-mêmes et en avaient subi l'imposition par une puissance étrangère qui elle-même ne le comprenait pas. Ou l'on peut dire encore que le communisme est incompatible avec la nature humaine, un point c'est tout. Que ce soit à cause d'une difformité congénitale ou seulement à la suite d'un abominable accouchement au forceps, sa mort était inévitable dès sa naissance. Entre ces positions extrêmes, certaines personnes des pays intéressés préféreraient relever diverses occasions prétendument «manquées», ou des tournants que l'histoire est-européenne aurait manqué de prendre. 1956 et 1968 sont les candidats favoris de cette catégorie.

Comme d'habitude, il y a un élément de vérité dans chacune de ces opinions, bien que certaines aient plus de poids que d'autres. Churchill déclarait: «Je ne suis pas devenu premier ministre du roi pour présider à la liquidation de l'Empire britannique», ce à quoi il s'attela presque aussitôt. Gorbatchev est arrivé au pouvoir en promettant de sauver l'Empire soviétique, et il préside à sa désintégration. Que Moscou ait permis à ses anciens «satellites» de décider eux-mêmes comment ils voulaient être gouvernés en est évidemment la condition sine qua non. Mais la nature et l'orientation des processus intérieurs d'auto-détermination politique ne seront pas élucidés en étudiant la politique soviétique. Les causes en sont ailleurs, dans l'histoire des pays individuels, dans leurs contacts avec leurs voisins est-européens et avec l'Europe plus libre et plus prospère qui les touche à l'ouest, au nord et au sud.

Si j'étais contraint de citer une seule date pour «le début de la fin» dans cette histoire intérieure de l'Europe de l'est, ce serait juin 1979. Ce jugement paraîtra peut-être trop «polonocentrique», mais je suis persuadé que le premier grand pèlerinage du pape en Pologne a été le tournant décisif. C'est là que, pour la première fois, nous avons vu la manifestation massive, prolongée, et pourtant suprêmement pacifique et disciplinée de la foule bonhomme confrontée à l'Etat-parti, cette unité sociale qui a été la marque et le catalyseur intérieur primordial du changement en 1989, dans tous les pays, sauf la Roumanie (et même en Roumanie, la violence n'est pas venue d'abord de la foule). Juste une année après la visite du pape naquit Solidarité; sans cette visite, il est douteux qu'il y aurait eu Solidarité.

L'exemple de Solidarité fut décisif. Il a lancé un nouveau type de politique en Europe de l'est (et pas seulement là-bas): une politique d'auto-organisation sociale et de négociation du dégageant du communisme. Les acteurs, les formes et les problèmes de la Pologne de 1980-81 étaient foncièrement différents de tout ce qu'on avait vu en Europe de l'est entre 1949 et 1979; à plusieurs égards, ils annonçaient ceux que l'on vit dans toute l'Europe de l'est en 1989. S'il y a une once de vérité dans cette thèse, il est alors particulièrement séant que ce soit en 1989 que le dirigeant russe et le pape polonais se soient enfin rencontrés. Chacun à sa manière, ils sont les deux initiateurs du mouvement.

Pour trouver dans l'histoire européenne une année comparable à 1989, il nous faut évidemment remonter beaucoup plus haut que 1979 ou 1949. 1789 en France? 1917 en Russie? Ou, plus près de nous, 1918/19 en Europe centrale? Mais 1918/19 était la séquelle de la guerre mondiale. Le parallèle le plus proche est certainement 1848, le printemps des peuples. En l'espace de quelques paragraphes, ces comparaisons ne valent guère plus qu'un jeu de salon. Mais, tout comme les jeux de salon, elles peuvent divertir et aident parfois l'esprit à se concentrer.

Selon A.J. Taylor, 1848 explosa «après quarante ans de paix et de stabilité», tandis que Lewis Namier le décrit, d'une arithmétique moins cavalière, comme «l'aboutissement de trente-trois ans porteurs d'une paix européenne préservée avec soin sur une base délibérément contre-révolutionnaire». La révolution, écrit Namier, «naquit aussi bien de l'espoir que du mécontentement.» Elle avait indubitablement un arrière-plan économique et social: des moissons maigres et la maladie

de la pomme de terre. Mais «le dénominateur commun en était idéologique». Il cite Louis-Philippe, qui déclarait en exil avoir cédé à une insurrection morale, et le roi Guillaume de Wurtemberg, qui s'excusait auprès du ministre russe à Stuttgart, un certain Gortchakov, en ces mots: «Je ne puis pas monter à cheval contre les idées». Et Namier d'intituler son superbe essai «La révolution des intellectuels».

1989 a aussi explosé lors des fêtes de «quarante ans de paix et de stabilité en Europe». Vous rappelez-vous le quarantième anniversaire de l'OTAN en mai? Avec «l'Europe de Yalta», comme avec «l'Europe de Vienne» au siècle passé, la question était toujours: paix et stabilité pour qui? Les hommes et les femmes de la rue d'Europe centrale et orientale ressentaient la dureté de l'une et de l'autre. Là aussi, un compte plus strict pourrait réduire les quarante ans à trente-trois, car ce n'est qu'après avoir écrasé la révolution hongroise de 1956 que les dirigeants soviétiques purent être tout à fait sûrs que l'Ouest n'interviendrait pas militairement pour déranger cette paix – soigneusement préservée sur une base contre-révolutionnaire.

Révolution née autant de l'espoir que du mécontentement? Oui, là aussi. Certes, le «mécontentement» économique existait, de façon écrasante en Pologne et en Roumanie, ailleurs moins dramatiquement, mais de manière persistante. A ce sujet, l'historien Fritz Stern a rappelé opportunément la déclaration de Mirabeau à la veille de la Révolution française: «le déficit de la nation est son trésor.» Remplacez déficit par «dette en devises fortes», et vous avez l'une des raisons principales pour lesquelles ce sont la Pologne et la Hongrie qui ont pris la tête des opérations dans la première moitié de 1989. Mais, contrairement à ce qui s'était passé en Pologne en août 1980, ce n'est pas un tour de vis économique qui, en 1989, a provoqué les protestations massives du peuple dans divers pays est-européens. C'était l'espoir politique – et l'indignation face à la répression par laquelle les régimes locaux essayèrent de le bâillonner.

Comme pour 1848, on pourrait aussi parler de «révolution des intellectuels». Certes, les roulements réitérés des mécaniques des ouvriers polonais, lors des deux vagues de grèves de 1988, furent ce qui amena finalement les communistes à la première Table ronde de 1989. Certes, ce furent les masses de manifestants dans les rues de tous les autres Etats est-européens qui renversèrent les anciens dirigeants. Mais la politique de la révolution ne fut pas l'œuvre des ouvriers ou des paysans.

Elle fut celle des intellectuels: la dramaturge Václav Havel, le médiéviste Bronislaw Geremek, le publiciste catholique Tadeusz Mazowiecki, le peintre Bärbel Bohley à Berlin, le chef d'orchestre Kurt Masur à Leipzig, les philosophes János Kis et Gaspár Miklós Támás à Budapest, le professeur d'ingénierie Petre Roman et le poète Mircea Dinescu à Bucarest. L'histoire a dépassé la vision de Shelley, car les poètes sont effectivement devenus les législateurs reconnus de ce monde. Les foules de la place Venceslas scandaient: «Vivent les étudiants! Vivent les acteurs!» Et la composition sociologique des forums de l'opposition (le Nouveau Forum, le démocratique, le civique), celle des partis et des candidats aux parlements était nettement comparable à celle du Parlement de Francfort ou du Congrès slave de Prague. Hundert zwanzig Professoren...

Comme en 1848, le dénominateur commun était l'idéologie. L'histoire interne de ces révolutions est celle d'un ensemble d'idées dont le temps était venu, et d'un autre ensemble d'idées dont le temps était révolu. A première vue, cela peut paraître surprenant. L'idéologie n'avait-elle pas cessé depuis bien longtemps d'être une force active? Les dirigeants ne croyaient sans doute plus un mot des inepties qu'ils préféraient, ni ne s'attendaient à ce que leurs sujets les croient, ni même à ce qu'ils crussent qu'eux y croyaient. Cela vaut dans presque tous les cas – mais qui sait ce qu'un vieillard comme Erich Honecker, communiste dès sa plus tendre enfance, croyait encore sincèrement? (Il ne faut jamais sous-estimer la faculté des hommes à se leurrer.)

Une chose pourtant que ces révolutions ont montrée, a posteriori, est l'importance que revêtait encore ce dernier vernis idéologique. Peu de dirigeants se contentent simplement de dire: «Nous avons des mitrailleuses, vous pas!» ou «Nous avons le pouvoir parce que nous avons le pouvoir.» L'idéologie leur fournissait un reste de légitimation et leur permettait, à eux et leurs serviteurs polit-bureaucratiques, de s'abuser, partiellement du moins, sur la nature de leur régime. En même temps, elle était vitale pour que la sphère publique fût occupée du point de vue sémantique. La combinaison de la censure et d'un monopole presque complet de l'Etat-parti sur les médias de masse fournissait l'armée d'occupation sémantique; l'idéologie, déchue au rang de langue de bois, en était la munition. Tout méprisé et in-croyable que fût ce système de mensonge organisé, il continuait à remplir une fonction de blocage essentielle. Il ne mobilisait plus personne, mais il empêchait toujours que fussent proclamées publiquement les aspirations partagées et les vérités communes.

Qui plus est, en exigeant du citoyen ordinaire les marques sémantiques apparemment inoffensives du conformisme extérieur, le système parvenait en quelque sorte à l'y impliquer. Il est facile aujourd'hui d'oublier que, quasiment jusqu'à avant-hier, presque toute l'Allemagne de l'est et la Tchécoslovaquie vivaient une double vie: on disait systématiquement une chose en public et une autre en privé. C'était là l'un des sujets principaux des essais de Václav Havel cette dernière décennie, et qu'il reprit de façon émouvante dans son allocution présidentielle de Nouvel-An 1990. La pire chose, dit-il, était «la dégradation de l'environnement moral. Nous sommes tous malades moralement, parce que nous avons tous pris l'habitude de dire une chose et d'en penser une autre.» Et encore: «Nous nous sommes tous habitués au système totalitaire, l'avons accepté comme un fait inéluctable et avons donc contribué à le maintenir en vie... Aucun de nous n'en est que la victime, parce que nous avons tous aidé à le créer.» La «ligne de tension» cruciale, écrivait-il plus tôt, ne passait pas entre le peuple et l'Etat, mais plutôt au cœur de chaque individu «car chacun est à sa manière à la fois victime et soutien du système.» Un drapeau que j'ai vu au-dessus de l'autel d'une église de Berlin-Est exprimait de façon percutante cette même idée fondamentale. Il disait: «Je suis Caïn et Abel.»

Pour comprendre ce que signifiait pour les gens ordinaires d'être debout, dans ces vastes foules des places des villes d'Europe centrale, scandant leurs propres slogans spontanés, il faut d'abord faire l'effort d'imagination de comprendre ce que représentait payer ce tribut quotidien d'hypocrisie publique. En se tenant là et en criant ensemble, ces hommes et ces femmes ne guérissaient pas simplement les divisions de leur société; ils guérissaient les divisions en eux-mêmes. Tout ce qui avait rapport à la parole, à la presse, à la télévision, était pour ces foules d'une importance capitale. L'occupation sémantique les indignait autant que l'occupation militaire; nettoyer l'environnement linguistique était aussi vital que de nettoyer l'environnement physique. La longue queue patiente qui se formait chaque matin sur la place Venceslas, dans le brouillard glacial, pour attendre un journal intitulé La parole libre, a été pour moi l'une des grandes images symboliques de 1989.

La devise de l'année – et pas seulement en Tchécoslovaquie – était Pravda Vitěsi le vieux cri de ralliement hussite repris par Masaryk, la «vérité prévaudra» ou, dans la version latine encore plus ancienne, magna est veritas et praevalēbit. De même qu'en anglais, on parle d'un

«moment de vérité» pour telle entreprise, de même ceci fut l'année de vérité du communisme. On peut vraiment affirmer que ces régimes, qui vivaient par la parole, périrent par elle.

Car, après tout, que s'est-il passé? Quelques milliers, puis des dizaines de milliers, enfin des centaines de milliers de gens descendirent dans la rue. Ils lancèrent quelques mots: «Démission!» «Nous ne serons plus esclaves!» «Elections libres!» «Liberté!» Et les murailles de Jéricho de s'écrouler. Et avec les murailles, les partis communistes de s'effriter. A une vitesse étonnante. A la fin de 1989, le Parti socialiste ouvrier hongrois s'était divisé en deux, la majorité de ses membres l'abandonnant pour de bon. En janvier 1990, le Parti ouvrier uni polonais prit la même voie. En trois mois, le Parti socialiste unifié d'Allemagne de l'est perdit son rôle prépondérant, son nom et la moitié de ses membres. La décadence interne de ces partis rappelle la remarque d'un poète allemand en 1848: «La monarchie est morte, même si les monarques vivent toujours.»

A la seule exception – signalée – de la Roumanie, ces révolutions ont aussi eu de remarquable leur absence quasi complète de violence. Comme Solidarité en 1980-81, elles ont incarné le paradoxe historique d'une «révolution pacifique». Aucune Bastille n'a été prise, aucune guillotine érigée. Les réverbères n'ont servi qu'à l'éclairage public. Seule la Roumanie a connu les chars et les pelotons d'exécution. Ailleurs, la seule violence utilisée a été celle de la police, au début. Les jeunes manifestants de Berlin-Est et Prague posèrent des bougies devant les miliciens qui répondirent à coups de matraque. La Marseillaise de 1989 ne disait pas «aux armes, citoyens» mais «aux bougies, citoyens». Cette tradition de non-violence se retrouve dans l'histoire de toutes les oppositions démocratiques d'Europe centrale de l'est pendant les années 1980. Cela était partiellement pragmatique: toutes les armes étaient de l'autre côté. Mais c'était aussi éthique. C'était une affirmation de ce que les choses devaient être. On voulait commencer comme on avait l'intention de continuer. L'histoire, dit Adam Michnik, nous avait enseigné que ceux qui commencent par prendre les Bastilles finissent par en construire d'autres.

Non moins remarquable, pourtant, du point de vue historique, est l'absence – jusqu'ici (la Roumanie exceptée, bien entendu) – de violence contre-révolutionnaire d'une certaine ampleur. La police réagit brutalement en Allemagne de l'est jusqu'au quarantième anniversaire de l'Etat,

le 7 octobre, celle de Tchécoslovaquie jusqu'au 17 novembre. En Pologne, le déploiement systématique des forces contre-révolutionnaires dura plus de sept ans, de la déclaration de la «loi martiale» du 13 décembre 1981 au printemps 1989. Mais une fois que les révolutions furent amorcées, on assista à une absence étonnante de mesures coercitives. Comme le roi Guillaume de Wurtemberg, les dirigeants déclarèrent: «Je ne peux monter à cheval contre des idées.» Or on est obligé de se demander pourquoi. Une bonne partie de l'histoire moderne de l'Europe centrale depuis 1945 ne consiste-t-elle pas précisément en charges de cavalerie des dirigeants contre les idées? Jusqu'en 1989, la devise la plus appropriée de l'histoire de n'importe lequel de ces pays n'était pas «Pravda Vitěsi», mais quelques vers d'un poète polonais du 19^e siècle, Cyprian Norwid:

Ces armées colossales, ces vaillants généraux,
La police secrète, publique, et des deux sexes –
Contre qui se sont-ils unis?
Contre quelques idées... rien de neuf!

Pourquoi donc en a-t-il été autrement en 1989? On peut avancer trois raisons étiquetées «Gorbatchev», «Helsinki» et «Tocqueville». A la place de la doctrine Brejnev, le nouveau principe de la politique soviétique, baptisé «doctrine Sinatra» par Gennady Gerassimov le 25 octobre (allusion d'ailleurs erronée au célèbre I had it my way, «c'est moi qui l'ai emporté»), joua évidemment un rôle essentiel. En Allemagne de l'est, Moscou n'indiqua pas seulement clairement aux dirigeants que les troupes soviétiques ne seraient pas disponibles pour la répression intérieure mais fit encore tout son possible pour que l'on sût – à l'ouest comme dans la population concernée – que telle était sa position. En Tchécoslovaquie, l'Union soviétique soutint la révolution pour une condamnation rétrospective fort opportune de l'invasion de 1968 par le Pacte de Varsovie. Dans toute l'Europe centrale de l'est, les gens profitèrent pour une fois de la dépendance chronique de leurs élites dirigeantes vis-à-vis de l'Union soviétique car, privées de l'argument Kachnikov, ces élites n'avaient aucune chance. La Roumanie fut l'exception qui confirme la règle. Ce n'est pas un hasard que ce soit dans l'Etat resté le plus longtemps indépendant de Moscou que la résistance des forces de sécurité de l'ancien pouvoir ait été la plus vive, la plus sanglante et la plus longue.

Cependant, le seul facteur «Gorbatchev» ne suffit pas à expliquer pourquoi ces élites dirigeantes n'ont pas déployé plus vigoureusement leurs propres forces de police et de sécurité encore impressionnantes dans un dernier combat pour leur pouvoir et leurs privilèges. Est-il trop tiré par les cheveux d'avancer que l'insistance appuyée de l'Occident sur certaines normes internationales de conduite gouvernementale, la soif de respectabilité internationale des dirigeants est-européens et leur prise de conscience que celle-ci était liée aux crédits en devises dont ils avaient tant besoin, bref, que le facteur «Helsinki» a joué au moins un rôle partiel dans la retenue de ceux qui, sinon, auraient pu donner l'ordre de tirer?

Pourtant, rien de tout cela ne les en aurait empêchés s'ils avaient toujours été persuadés de leur droit de régner. Le troisième facteur, celui qui a peut-être joué le rôle décisif, est cette caractéristique des situations révolutionnaires décrites par Alexis de Tocqueville il y a plus d'un siècle: la perte de foi de l'élite dirigeante en son droit à diriger. Quelques gosses descendirent dans la rue et lancèrent quelques slogans. La police les battit. Les gosses dirent: «Vous n'avez pas le droit de nous battre!» Et les dirigeants, forts et puissants, de répondre en substance: «Oui, nous n'avons pas le droit de vous battre. Nous n'avons pas le droit de protéger notre gouvernement par la force. La fin ne justifie plus les moyens!»

Les élites dirigeantes et leurs servants en armes se sont en fait distingués par leur manque général de volonté à lutter, de quelque façon que ce fût, pour ce qu'ils avaient toujours prétendu croire, et par leur empressement presque indécent à embrasser les choses qu'ils avaient toujours dénoncées, comme le «capitalisme» et la «démocratie bourgeoise». Dans toute l'Europe de l'est, ce ne fut qu'un froissement discret de vestes retournées: un jour, on dénonçait Walesa, le jour suivant, on l'applaudissait; un jour, on embrassait Honecker, le lendemain, on le mettait en prison; un jour, on vilipendait Havel, le suivant, il était élu président.

1848 a été appelé «printemps des nations» ou «printemps des peuples», Völkerfrühling, wiosna ludów. Dans tous les pays, les révolutionnaires y parlaient au nom du «peuple». Mais la solidarité internationale des «peuples» fut brisée par les conflits entre nations, anciennes et nouvelles, tandis que la solidarité du «peuple» était brisée à l'intérieur par les conflits entre groupes sociaux, qu'on en vint à nommer «classes».

«En tant que forces de masse, le socialisme et le nationalisme furent les produits de 1848», note A.J.P. Taylor. Et pendant un siècle après 1848, jusqu'à la glaciation communiste, l'Europe centrale fut un champ de bataille de nations et de classes.

De quoi, ou de qui 1989 fut-il le printemps? Du «peuple»? Mais dans quel sens? «Wir sind das Volk» disaient les premiers grands rassemblements d'Allemagne de l'est: c'est nous qui sommes le peuple. Mais en l'espace de quelques semaines, ils disaient «Wir sind EIN Volk»: nous sommes une nation. En Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, les foules n'étaient qu'une mer de drapeaux, et les gens donnaient de la voix pour chanter de vieux hymnes nationaux. En Hongrie et en Roumanie, on découpa les symboles communistes au centre des drapeaux. En Allemagne de l'est, il n'y avait d'abord ni drapeaux, ni hymnes. Mais peu à peu les drapeaux sortirent, avec de simples bandes rouge, noir et or, sans le marteau ni le compas de la RDA au milieu: c'était le drapeau de l'Allemagne occidentale, et auparavant, de l'Allemagne unie.

Aujourd'hui, dans chaque journal occidental traitant de l'Europe de l'est, on lit inmanquablement qu'il y a un grave danger que quelque chose appelé «nationalisme» ne resurgisse dans cette région. Mais que cela veut-il dire, au nom du ciel? Sinon que les gens sont de nouveau fiers d'être Tchèques, Polonais, Hongrois, voire Allemands? Que les cœurs tressaillent à la vue du drapeau et que les gorges se nouent quand on chante l'hymne national?

Le patriotisme n'est pas le nationalisme. La fierté retrouvée de la nation ne signifie pas nécessairement l'hostilité vis-à-vis des autres nations. Tous ces mouvements, sans exception, étaient patriotiques. Ils n'étaient pas tous nationalistes. En fait, dans les premiers temps, la plupart des régimes ayant succédé aux communistes étaient nettement moins nationalistes que leurs prédécesseurs. En Pologne, le gouvernement Mazowiecki adopta une attitude infiniment plus libérale et éclairée vis-à-vis des questions juive et allemande qu'aucun des gouvernements antérieurs, ce qui lui valut d'ailleurs la critique des communistes nationalistes sur la question allemande. Dans sa première déclaration officielle de président, Václav Havel se fit un devoir de remercier «tous les Tchèques, Slovaques et membres d'autres nationalités». Une de ses remarques antérieures à la télévision, comme quoi les Tchécoslovaques devaient une excuse aux Allemands pour l'expulsion des

Sudètes, après la guerre, fut vivement critiquée par... les communistes. En Roumanie, la révolution commença par l'alliance commune des Roumains de Timisoara avec leurs concitoyens hongrois. Après la révolution, on aurait grand mal à y trouver un traitement des minorités hongroise et allemande pire que sous Nicolae Ceausescu.

Il y a évidemment des exemples du contraire. L'un des aspects les plus sordides de la révolution allemande a été le soutien populaire excessif à une campagne du gouvernement communiste contre les « contrebandiers et profiteurs » polonais, tout comme les insultes jetées à des Noirs en séjour d'études ou à des Gastarbeiter vietnamiens. Dans la politique de l'opposition hongroise, les vives querelles entre le Forum démocratique et les Démocrates libres ne manquaient pas de sous-entendus ethniques, certains membres du premier groupe mettant en question la « magyaritude » de certains de l'autre, lesquels répliquèrent par des accusations d'antisémitisme. Des milliers de Bulgares protestèrent publiquement contre le fait que le nouveau gouvernement accordait ses droits à la minorité turco-musulmane.

A jeter un coup d'œil sur l'avenir, il est évident qu'il y a risque de conflit quant aux minorités restantes : notamment les Hongrois de Roumanie, les Roumains d'Union soviétique (Moldaves), les Allemands de Pologne, de Roumanie et d'Union soviétique, les Tsiganes de plusieurs pays. Il y a le recours politique possible à l'antisémitisme. Il y a la difficulté de trouver une combinaison tchéco-slovaque qui satisfasse entièrement les Slovaques et les Tchèques. Et il y a les questions pendantes de frontières, surtout celle de la frontière germano-polonaise d'après 1945, dite « ligne Oder-Neisse ».

Par rapport à l'Europe centrale de 1848 ou de 1918/19, cette liste est pourtant relativement courte. La plupart des nations ont leur Etat et se sont habituées à leurs nouvelles frontières. Ethniquement parlant, la carte est infiniment plus homogène qu'en 1848 ou en 1918 ; comme l'a fait remarquer Ernest Gellner, elle ressemble maintenant davantage à un Modigliani qu'à un Kokoschka. (Les principaux artisans en sont bien entendu Hitler et Staline, leurs pincesaux la guerre, la déportation et le génocide.) Il se peut que de nouveaux conflits surgissent à l'intérieur de ces Etats ou entre eux, comme ce fut le cas en Europe de l'est avant la dernière guerre, surtout si leur situation économique empire. Ou que ces conflits nationaux et ethniques s'atténuent graduellement, comme ceux de l'Europe occidentale après la dernière guerre, surtout

si la situation économique de ces pays s'améliore, grâce à un processus d'intégration dans un Marché commun et une Communauté européenne élargis. L'avenir le dira. Mais les archives historiques attesteront que, en deçà de la frontière soviétique, 1989 n'a pas été une année de conflits nationaux et ethniques graves en Europe de l'est. Tout au contraire: ce fut une année de solidarité, à la fois à l'intérieur des nations et entre elles. A la fin de l'année, le soutien humanitaire et symbolique au(x) peuple(s) de Roumanie vint de tous les Etats d'Europe centrale de l'est qui avaient conquis leur liberté. Le printemps des nations n'est pas forcément celui du «nationalisme».

Quoi qu'il en soit, l'élément le plus frappant n'était pas le langage du nationalisme, lequel était tout à fait prévisible. Ce qui était frappant étaient les autres idées et paroles qui se partageaient la vedette, pour ainsi dire. L'une d'elles était «la société». En Pologne, pays souvent qualifié de «nationaliste», le mot le plus fréquent pour désigner le peuple par rapport aux autorités n'était pas «la nation», mais społeczeństwo, la société. En Tchécoslovaquie, le terme de «société» était employé de la même manière, encore que moins souvent, et ne pouvait être un simple synonyme ou euphémisme de la «nation», puisqu'il en désignait deux. Dans les deux cas, il était aussi justifié de parler d'autodétermination sociale que d'autodétermination nationale. Partout l'accent était placé sur l'unité consciente de l'intelligentsia, des ouvriers et des paysans. Certes, cette unité découlait partiellement de l'ennemi commun. Lorsque le pouvoir communiste eut été brisé et que la politique parlementaire commença pour de bon, les intérêts sociaux antagonistes furent formulés fermement. Ainsi, le groupe probablement le plus distinct et le plus décidé du nouveau parlement polonais n'était pas les communistes ou Solidarité, la gauche ou la droite, mais les fermiers et paysans de tous les partis, qui se coalisaient et conspiraient pour défendre leurs intérêts particuliers.

Néanmoins, ces divisions sociales n'avaient rien de l'acuité de celles du 19^e siècle ou du début du 20^e, et elles ne minèrent pas les révolutions. Il y a là une ironie de l'histoire. Dans une large mesure, en effet, c'est le communisme qui a créé l'unité sociale qui contribua de manière décisive à sa fin. La combinaison d'un nivellement délibéré et d'absurdités involontaires aboutit, dans presque toute la société, à une distribution des richesses qui tenait plus de la gabegie que de l'égalitarisme. Le professeur y gagnait moins que le mineur, l'ingénieur moins que le paysan. Avec quelques dollars ou deutschmarks, le plombier était plus à l'aise

qu'un prince sans devises lourdes. L'ouvrier vivait dans la même maison que le médecin, l'ingénieur ou l'écrivain, et le plan de leur appartement était presque certainement identique, même si le décor en différait. Ensemble, d'autre part, ils avaient tous conscience qu'un immense fossé les séparait de la classe dirigeante supérieure communiste, la nomenklatura. Dans tous ces pays, cette dernière était désignée par «eux», oni (terme devenu célèbre grâce au recueil d'interviews de staliniens polonais publié par Teresa Toranska), les Bonzen. «Eux» se reconnaissaient à leurs habits, leurs voitures à rideaux noirs, leurs magasins et hôpitaux particuliers, leur langue et leur comportement. Lorsqu'on demandait aux foules serrées de Prague de frayer un chemin aux ambulances, elles s'exécutaient en scandant: «Nous ne sommes pas comme eux! Nous ne sommes pas comme eux!»

Il y avait en outre un niveau remarquable de conscience politique populaire. Une fois encore, cela était partiellement l'œuvre du système. Chacun avait un minimum d'instruction, et dès la plus tendre enfance, cette instruction était hautement politisée. Plusieurs personnes y réagissaient en se retranchant délibérément dans leur vie privée et dans un apolitisme presque militant. Mais parce que l'éducation était politisée et l'idéologie omniprésente, personne ne pouvait douter que les mots et les idées eussent de l'importance et des conséquences réelles sur la vie de tous les jours.

Une notion qui joua un rôle capital dans la pensée de l'opposition des années 1980 était celle de la «société civile». 1989 fut le printemps de sociétés qui aspiraient à être civiles. L'idée rudimentaire que le commun des mortels se faisait de l'édification d'une société civile ne satisfait peut-être pas le théoricien politique, mais elle existait vaguement et contenait plusieurs exigences. Qu'il y eût des formes d'association nationale, régionale, locale, professionnelle qui fussent volontaires, authentiques, démocratiques et, en tout premier lieu, ne fussent ni contrôlées ni manipulées par le Parti ou l'Etat-Parti. Que les gens fussent «civils», c'est-à-dire polis, tolérants et, par-dessus tout, non-violents. Civilité et civisme. Il fallait prendre au sérieux la notion de citoyenneté.

Le communisme a réussi à empoisonner une foule de mots de la grande histoire européenne, à commencer par celui de «socialisme». Pourtant, il n'est pas parvenu à empoisonner ceux de «citoyen» et de «civisme», bien qu'il les utilisât aussi de façon abusive, en faisant par exemple appel à la «responsabilité civile» quand il voulait dire: «Tenez-vous

tranquilles et laissez-nous nous occuper de ces trublions d'étudiants!» Pourquoi il n'a pas réussi à les empoisonner est une question intéressante – à laquelle je n'ai pas de réponse – mais c'est un fait que, lorsque les parlementaires de Solidarité décidèrent de donner un nom à leur groupe, ils l'appelèrent le Club parlementaire des citoyens ; le mouvement tchèque s'appelait Forum civique ; et les groupes d'opposition de la RDA commencèrent par se désigner du nom de Bürgerinitiativen, c'est-à-dire initiatives civiques ou de citoyens. (Dans le cas de l'Allemagne de l'Est, le terme avait probablement été importé d'Allemagne occidentale, mais le fait demeure que c'est celui-là qu'on a choisi plutôt qu'un autre.) Et dans toutes ces révolutions, la question de la citoyenneté importa beaucoup. Les gens en avaient assez de n'être que les pions d'une société délibérément atomisée ; ils voulaient être des citoyens, des hommes et des femmes individuels, avec leur dignité et leur responsabilité, avec des droits, mais aussi des devoirs, associés librement en société civile.

Il y a peut-être encore un aspect de la manière dont la révolution se voyait qui mérite d'être mentionné brièvement. Comme l'a fait remarquer Ralf Dahrendorf, Karl Marx jouait sur l'ambiguïté de l'expression allemande bürgerliche Gesellschaft, qu'on pouvait traduire par société civile ou société bourgeoise. Marx, dit Dahrendorf, amalgama à dessein les deux « cités » du modernisme, fruits des révolutions française et industrielle, le bourgeois et le citoyen. Je songeais à cette remarque lorsqu'un orateur des grands rassemblements de Leipzig en appela à la solidarité avec la bürgerliche Bewegung tchécoslovaque. Le mouvement bourgeois ! A y réfléchir, je crois qu'il y a une vérité plus profonde dans ce lapsus apparent. Car ce que la plupart des mouvements d'opposition de l'Europe centrale de l'est déclaraient en substance, et avec eux les « peuples » qui les soutenaient, était : « Oui, Marx a raison, les deux choses sont intimement liées, et nous les voulons toutes deux ! Les droits civiques et le droit à la propriété, la liberté économique et la liberté politique, l'indépendance financière et l'indépendance intellectuelle, chacun soutient l'autre. Alors oui, nous voulons être des citoyens, mais nous voulons aussi appartenir à la classe moyenne, au sens où la majorité des citoyens de la moitié la plus chanceuse d'Europe sont de la classe moyenne. Nous voulons être Bürger ET bürgerlich ! » Tom Paine, mais aussi Thomas Mann.

Ce fut donc un printemps des nations, mais pas forcément du nationalisme ; de sociétés aspirant à être civiles ; et par-dessus tout, de citoyens.

Le printemps des citoyens a déjà changé la face de l'Europe. Ce qui ne paraissait que possible au début de 1989 paraissait certain au début de 1990. Il allait y avoir une Europe nouvelle, dont le terme de « Yalta » ne serait plus l'abréviation commode. Cette Europe ferait une place différente aux pays autrefois appelés est-européens, et, à tout le moins, à une Allemagne moins divisée.

1848 a mal fini à cause de l'addition des forces internes et externes de la réaction, mais ce sont les externes qui furent décisives. Aucune force réactionnaire externe comparable n'était en vue au début de 1990. Les Prussiens faisaient leur propre révolution et n'ont pas étouffé celle de leurs voisins. Les Autrichiens n'ont pas réprimé la révolution-réforme hongroise, mais l'ont aidée. Et les Russes? Là, la transformation a été miraculeuse, au point que de hauts fonctionnaires américains et britanniques laissèrent entendre qu'ils verraient d'un bon œil une intervention militaire soviétique écraser les escadrons de la mort de la Securitate roumaine. Mais non, qu'il s'agisse de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne et de la Bulgarie, les dirigeants et les porte-parole soviétiques, de Gorbatchev au dernier, prenaient des visages innocents et déclaraient ne pas songer un instant à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat souverain.

Mais ce mouvement d'autodétermination nationale et sociale ne s'arrêta pas bien poliment à la frontière ouest de l'Union soviétique. Ce qui arrivait en Europe de l'est encouragea directement les Etats baltes, pour ne pas parler des Roumains de Moldavie soviétique. Et si le terrain politique se mettait à bouger en Ukraine? Au début de 1990, il n'était que trop plausible d'imaginer un possible renversement de la situation ou un retour de manivelle en Union soviétique. Mais il paraissait raisonnable de douter qu'une direction moscovite, même militaire et conservatrice, recourrait à la force armée pour restaurer la domination russe à l'ouest des frontières soviétiques de 1945. N'aurait-elle pas assez à faire pour tenter de maintenir l'empire soviétique dans ses frontières d'après-guerre? En bonne logique, si elle envahissait un pays est-européen, elle devait les envahir tous. Et alors, que « restaurerait »-elle? Les pantins désarticulés qu'étaient les anciens partis communistes est-européens? Certes, un renversement de tendances en Union soviétique rendrait la vie beaucoup moins facile dans l'Europe nouvelle et affecterait directement l'évolution d'une Allemagne toujours occupée partiellement par les troupes soviétiques. Il ne suffirait pas cependant à rendre à la carte de l'Europe son aspect d'avant 1989.

Quant à cette nouvelle Europe, elle pose d'innombrables questions, la plus urgente étant évidemment: comment l'Occident peut-il aider les anciens Etats communistes à passer à la démocratie libérale? Je m'en pose une moins évidente: non pas «comment pouvons-nous les aider?» mais «comment pourraient-ils, eux, nous aider?» Qu'est-ce que cette presque centaine de millions d'Européens, avec ses quarante ans d'expériences douloureuses, peut apporter à l'Europe nouvelle et à nous autres Occidentaux. Les Tchèques étaient ravis de montrer que '89, c'est '68 à l'envers. Mais l'une des différences notables entre '68 et '89 est que relativement peu d'intellectuels occidentaux ont découvert, dans ces régions exotiques, de nouvelles utopies, un «socialisme à visage humain» et la fameuse «troisième voie».

Certes, il y a tout un kaléidoscope de nouveaux partis, de programmes et de tendances, et il serait presque insolent de les résumer à un seul «message». Mais si l'on examine ce que ces divers partis déclarent réellement sur les questions fondamentales de la politique, de l'économie, du droit et des relations internationales, le consensus sous-jacent est impressionnant. En politique, tous déclarent: il n'y a pas de «démocratie socialiste», il n'y a que la démocratie. Et par démocratie, ils entendent le multipartisme, la démocratie parlementaire pratiquée dans l'Europe d'aujourd'hui, à l'ouest, au nord et au sud. Tous disent: il n'y a pas de «légalité socialiste», il n'y a que la légalité. Et ils entendent par là la souveraineté de la loi, garantie par l'indépendance constitutionnelle du pouvoir judiciaire. Ils disent tous, et c'est là peut-être la déclaration la plus importante pour la gauche: il n'y a pas «d'économie socialiste», il n'y a que l'économie. Et l'économie ne signifie pas l'économie de marché socialiste, mais l'économie de marché sociale. Non pas Ota Sik, mais Ludwig Erhard. Il y a évidemment de profondes différences dans ces pays, par exemple entre les partisans de Friedman et ceux de Hayek. Certains iraient même jusqu'à dire du bien de Keynes. Mais la direction générale est tout à fait claire: celle d'une économie dont le moteur de croissance principal est le marché, avec une privatisation importante des moyens de production, de distribution et d'échange. Le passage à un tel système pose des questions singulières, auxquelles il faudra trouver des solutions originales. Dans la plupart de ces pays, on trouve un soutien assez général à une distribution relativement égalitaire des richesses à créer, donc à un Etat-providence fort. Mais le modèle de base à travers ces trois éléments essentiels que sont la politique, le droit et l'économie ressemble à quelque chose se situant entre la Suisse et la Suède telles qu'elles existent réellement.

La Suède – ou, comme le soulignait un des premiers économistes soviétiques, la Suède méridionale – paraît être actuellement l'idéal de presque tous ceux qui se disent socialistes, de Berlin à Vladivostok. Mais si Marx revenait sur terre, ne qualifierait-il pas le mode de production suédois prédominant de capitaliste? En d'autres termes, la polémique constante de la gauche ne semble plus concerner la meilleure manière de produire la richesse, mais seulement de la distribuer. (Ce sont les Verts plutôt que les socialistes qui formulent une critique plus radicale des formes éprouvées de la production.)

Pour des raisons purement pratiques et historiques, l'Etat jouera un rôle plus important dans la plupart des anciens pays est-européens que dans ceux d'Europe occidentale, du moins pendant un certain temps. Mais cela ne signifie pas forcément que les gens y tiennent. Au contraire, pour avoir subi si longtemps l'ingérence de l'Etat, il se peut qu'ils décident vouloir s'en passer le plus possible. Les sondages d'opinion publique et les enquêtes sociologiques ne servent pas grand'chose ici, puisque la plupart des gens ne font que commencer à réfléchir à ces questions et ne les ont encore guère affrontées dans la réalité crue de la transition économique. C'est à l'œuvre qu'on connaîtra l'artisan. Parmi les intellectuels qui se sont mis à examiner ces questions, il me semble que le danger est plutôt opposé: c'est celui de considérer le marché libre comme le remède de tous les maux, tant sociaux et politiques qu'économiques. D'où la popularité de Hayek. On pourrait presque dire que le marché libre est la dernière utopie d'Europe centrale.

Il est facile aujourd'hui d'oublier que le communisme prétendait avoir trouvé non seulement de nouvelles et meilleures formes de politique, de droit et d'économie, mais aussi une meilleure manière d'organiser les relations entre Etats. Cette nouvelle manière s'appelait « internationalisme socialiste » et s'opposait au « nationalisme bourgeois ». Dans la pratique, ce que nous avons vu surgir est le nationalisme socialiste et l'internationalisme bourgeois. Il y a plusieurs exemples d'internationalisme bourgeois: le Groupe des Sept, l'OCDE, le FMI, l'OTAN, le GATT, mais du point de vue de l'histoire européenne, le plus frappant est la Communauté européenne. Il y a maintenant des propositions, trop nombreuses pour être énumérées ici, de nouvelles formes de rapports internationaux dans l'ancienne Europe de l'est. Pour n'en donner qu'un exemple, des hommes politiques polonais de haut rang ont relancé l'idée d'une confédération de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Mais si l'on demande quel est le modèle sous-jacent de ces nouvelles

relations d'Etat à Etat, et comment résoudre leurs conflits actuels, nationaux, ethniques et économiques, la réponse est claire. Ce modèle, c'est la Communauté européenne.

Cela ne veut pas seulement dire qu'ils aimeraient se joindre à la CE actuelle, aussi pleinement et aussi rapidement que possible. Cela veut aussi dire qu'ils espèrent que leurs conflits et antagonismes actuels pourront être surmontés comme l'ont été ceux, disons, entre la France et l'Allemagne. Cela vaut, me semble-t-il, même pour les groupes qui ne reconnaîtraient pas explicitement la CE comme modèle. En Europe occidentale, il faut en tout cas chercher assez loin pour trouver des «Européens» – c'est-à-dire des partisans d'une communauté supranationale appelée Europe – aussi enthousiastes que l'on en voit à chaque coin de rue en Europe de l'est. A voyager de-ci et de-là, d'une moitié du continent à l'autre, j'ai parfois eu l'impression que la démarcation réelle passait entre ceux qui (à l'ouest) ont l'Europe et ceux (à l'est) qui y croient. Et partout, dans tous les pays, l'expression par laquelle les gens résumant les événements est «le retour à l'Europe».

Mais, pour revenir à ma question, qu'est-ce que ces enthousiastes peuvent apporter à la nouvelle Europe? Si mon analyse fondamentale est juste, ils n'ont pas d'idées entièrement nouvelles à proposer quant à la politique, au droit, à l'économie ou aux relations internationales. Les idées dont le temps est venu sont anciennes, familières, et ont fait leurs preuves. (Ce sont les nouvelles idées dont le temps est révolu.) Leurs problèmes singuliers, passionnants en théorie, mais encombrants en pratique, sont-ils donc tout ce qu'ils auraient à nous proposer? Se présentent-ils à la porte comme des mendiants n'offrant que leurs chroniques du temps perdu? Ou leurs manteaux élimés cachent-ils quelque trésor?

En voyageant dans la région ces dix dernières années, j'y ai trouvé des trésors : exemples de grand courage moral et d'intégrité intellectuelle; camaraderie, amitiés profondes, vie de famille; temps et place pour des conversations sérieuses, de la musique, de la littérature, sans les dérangements perpétuels de notre société obsédée par les télécommunications et les médias; témoignage chrétien dans sa plus pure forme originale; d'une façon plus générale, qualité des rapports entre hommes et femmes de milieux très différents, de confessions naguère farouchement opposées, bref, une éthique de la solidarité. Sur ce point, le danger d'idéaliser par sentimentalisme est immense, car le visiteur privilégié

jouit de ces bénéfiques sans en payer le prix. Or il n'y a aucun doute que, à l'échelle quantitative ou utilitaire, le prix a été bien plus élevé que les bénéfiques. Mais il serait encore plus faux de prétendre que ces trésors n'existent pas. Ils existent. Et pour moi, après 1989, la question des questions est : qu'est-ce qui, de toutes ces bonnes choses, survivra à la libération ? La communauté n'était-elle qu'une communauté de destin, une Schicksalsgemeinschaft ? Ne s'agissait-il que des bons usages de l'adversité ?

Même s'il n'y a pas de renversement en Union soviétique, de contre-coup violent ou de réaction anti-libérale dans tel ou tel pays est-européen, ces trésors ne vont-ils pas être simplement emportés par la course – ô combien compréhensible – à la prospérité ? Comme le remarquait avec amertume un ami hongrois : « J'ai survécu à quarante ans de communisme, mais je ne suis pas sûr de survivre à une année de capitalisme ». Et il ne s'agira pas seulement de l'effet désintégrateur de la société de consommation avancée, l'une des armes les plus puissantes que connaissent les hommes. Il s'agira de l'impact plus rude et plus traumatisant de la transition de l'économie planifiée à celle de marché, avec tous les maux associés du chômage, de la destruction et de l'injustice.

Il ne sert à rien de rêver. En toute plausibilité analytique, on peut hélas peindre une image très sombre de ce qui attend l'ancienne Europe de l'est dans les années 1990 : perspective où l'avenir post-communiste ressemble remarquablement au passé pré-communiste, une Europe moins centrale que moyenne, zone dépendante d'Etats faibles, de préjugés nationaux, d'inégalité, de pauvreté et de pagaille. Pour ses habitants et les historiens, 1989 pourrait sembler n'avoir été qu'un bref éclair de lumière entre les souffrances d'hier et celles de demain.

Ce sort n'est pas inéluctable. L'éviter dépend dans une très large mesure de l'engagement et de l'imagination de l'ouest en général, de l'Europe occidentale en particulier, et surtout de l'Allemagne de l'ouest – ou plutôt, pour le dire en termes plus conformes à la nouvelle Europe, d'une Allemagne restée occidentale.

Mais même si la perspective la plus sombre se vérifiait, il resterait toujours quelque chose, au moins dans la mémoire, la culture, l'esprit. A tout le moins, les Européens de là-bas nous auraient offert, avec une lucidité et une fermeté nées d'expériences amères, une réitération de la

valeur de ce que nous avons déjà, de vérités anciennes et de modèles éprouvés, des trois piliers de la démocratie libérale et de la Communauté européenne, seule et unique maison commune européenne qui existe vraiment. Sur le plan intellectuel – oserai-je dire spirituel? –, «1989» en Europe de l'est est le complément indispensable de «1992» à l'ouest.

«Litwo! Ojczyzna moja! ty jesteś jak zdrowie,» ainsi débute le plus célèbre de tous les poèmes polonais, «Pan Tadeusz» d'Adam Mickiewicz:

Lituanie, ma patrie, tu es comme la santé;
Combien nous devrions t'estimer, seul l'apprend
Qui t'a perdu.

Si nous remplaçons «Lituanie» par «Europe», nous aurons peut-être là la leçon la plus profonde de cette année miraculeuse: 1989.

Timothy Garton Ash

(trad. J. et N. Lasserre)

*Cette plaquette a été achevée d'imprimer
dans le courant du mois d'août 1990
sur les presses de l'Atelier Grand SA
imprimeurs-éditeurs
au Mont-sur-Lausanne (Suisse).*

